

AUTORISATION DE TRAVAUX

N°AT 063 113 25 G 0007

Dossier n°00162-00



Monsieur le directeur
Ecole Nationale Supérieure d'Architecture
85 rue du Docteur Bousquet
63000 CLERMONT-FERRAND

RECOMMANDÉ AVEC ACCUSE DE RÉCEPTION – N° 2C 172 619 4822 4

MAÎTRE D'OUVRAGE	ÉCOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE
LOCALISATION DES TRAVAUX	ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE- ENSA 85 rue du Docteur Bousquet
CLASSEMENT DE L'ÉTABLISSEMENT	Types R, L, N de la 2 ^{ème} catégorie
PROJET	Réaménagement du niveau rez-de-jardin haut en espace de reprographie et pôle informatique

Le Maire,

VU la demande d'autorisation de travaux susvisée ;

VU le Code de la Construction et de l'Habitation ;

VU le procès-verbal de la sous-commission départementale pour l'accessibilité des Établissements Recevant du Public aux personnes handicapées en date du 4 mars 2025 donnant un **avis favorable** pour les travaux susvisés ;

VU le procès-verbal de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP/IGH en date du 27 mars 2025 donnant un **avis favorable** pour les travaux susvisés ;

A R R Ê T E

ART. 1- L'autorisation de réaliser les travaux décrits dans la demande susvisée est **accordée** sous réserve de respecter l'intégralité des prescriptions mentionnées dans les rapports de la sous-commission ERP/IGH et de la sous-commission pour l'accessibilité ci-joints.

ART. 2- La présente autorisation ne concerne que les dispositions du projet soumises à la réglementation du Code de la Construction et de l'Habitation, au titre des Établissements Recevant du Public. Elle ne vaut en aucun cas autorisation au titre d'autres réglementations, notamment celle du Code de l'Urbanisme.

ART. 3- Une visite de réception de la commission de sécurité devra être sollicitée auprès de Monsieur le Maire de Clermont-Ferrand, à l'occasion de la prochaine visite périodique de l'établissement.

ART. 4- Un Rapport de Vérifications Réglementaires Après Travaux devra notamment être présenté au préventionniste du SDIS en charge de la réception de ces travaux, au moins deux jours ouvrés avant la date de la visite.

ART. 5- Ces dispositions sont exécutoires à compter de la notification de la présente décision.

Fait à Clermont-Ferrand le **15 AVR. 2025**
Pour le Maire et par délégation :
l'Adjoint à la protection des populations,

Si vous contestez cette décision, vous disposez d'un délai de 2 mois à compter de sa réception conformément aux Art R 421-1 à R 421-5 du Code de Justice Administrative pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif. Cependant, vous pouvez également adresser un recours gracieux à l'autorité municipale, celui-ci interrompant le délai de recours.

Jérôme GODARD



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PRÉFET DU PUY-DE-DÔME

Direction départementale
des territoires

DDT 63/SCC/BDA

Dossier suivi par :
Yannick PALACIO

Tél. : +33 443360302

ddt-accessibilite@puy-de-
dome.gouv.fr

**COMMISSION CONSULTATIVE DÉPARTEMENTALE
DE SÉCURITÉ ET D'ACCESSIBILITÉ**

Sous Commission Départementale Accessibilité

Réunion du mardi 4 mars 2025

**AVIS DE LA CCDSA RELATIF A L'ACCESSIBILITE AUX PER-
SONNES HANDICAPEES**

Procès verbal de la réunion

DOSSIER N° AT 063 113 25 G 0007

Commune : CLERMONT FERRAND

Demandeur : ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE DE CLERMONT-FERRAND représenté(e) par M TEYSSOU SIMON

Adresse du demandeur : CS 30542 85 RUE DU DOCTEUR BOUSQUET 63000 CLERMONT FERRAND

Nom établissement : ENSACF

Adresse des travaux : 85 RUE DU DOCTEUR BOUSQUET 63000 CLERMONT FERRAND

Type : R Établissements d'enseignement, colonies de vacances / Catégorie ERP : 2

Nature des travaux : réhabilitation

Demande de dérogation : non

AVIS DE LA COMMISSION

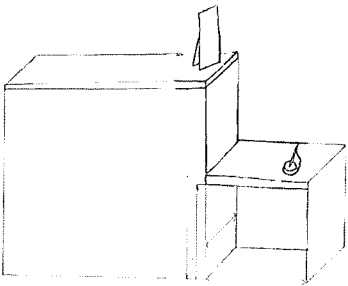
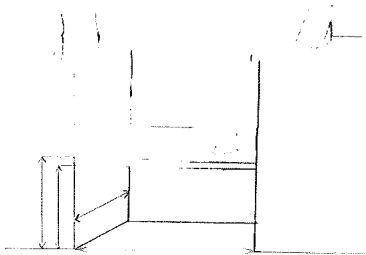
La commission émet un **avis favorable** à la réalisation de ce projet. Cet avis est assorti des prescriptions mentionnées ci-après.

A CLERMONT FERRAND, le 4 mars 2025
Pour le préfet et par subdélégation,
la présidente de la commission,

Mme SAURET Christelle

NOTA : vous souhaitez informer votre clientèle sur l'**accessibilité de votre établissement** et votre envie d'accueillir tous les publics ? Prenez 5 minutes pour contribuer à la **plateforme citoyenne gratuite Acceslibre** <https://acceslibre.beta.gouv.fr>

PRESCRIPTIONS : pour être pleinement conforme à la réglementation, le demandeur doit respecter les prescriptions contenues dans le tableau ci-dessous.

N°	Prescriptions à appliquer	Thème	Référence réglementaire	Éléments réglementaires à mettre en œuvre pour être en conformité
P1	Le demandeur devra fournir une attestation d'accessibilité à la fin des travaux. Cette attestation doit être établie par un bureau de contrôle pour les ERP de la 1ère à la 4ème catégorie ou suite à un permis de construire et peut être une déclaration sur l'honneur pour les ERP de 5ème catégorie hors permis de construire.	Attestation de fin de travaux	Article R.165-3 du code de la construction et de l'habitation	L'attestation d'accessibilité des établissements conformes aux règles d'accessibilité est transmise, par la personne responsable en application des dispositions du I et du II de l'article R. 165-2, au préfet du département dans lequel l'établissement ou l'installation est situé.
P2	<p>Le mobilier d'accueil de la zone « reprographie restreinte » doit avoir une partie abaissée avec une hauteur maximale de 0,80 m et un vide en partie inférieure d'au moins 0,30 m de profondeur, 0,60 m de largeur et 0,70 m de hauteur et être dépourvu d'éléments en saillie comme dans les schémas ci-dessous. Cette banque d'accueil doit être équipée d'une boucle d'induction magnétique.</p>  	Accueil du public	Arrêté du 08/12/2014 article 5-II	<p>Lorsque des usages tels que lire, écrire ou utiliser un clavier sont requis, une partie au moins de l'équipement présente les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une hauteur maximale de 0,80 m ; - un vide en partie inférieure d'au moins 0,30 m de profondeur, 0,60 m de largeur et 0,70 m de hauteur permettant le passage des pieds et des genoux d'une personne en fauteuil roulant. <p>[...]</p> <p>Lorsque l'accueil est sonorisé et en cas de renouvellement ou lors de l'installation d'un tel système, celui-ci est équipé d'un système de transmission du signal acoustique par induction magnétique, respectant les dispositions décrites en annexe 9. Les spécifications de la norme NF EN 60118-4:2007 sont réputées satisfaire à ces exigences.</p> <p>Ce système est signalé par un pictogramme.</p> <p>Les accueils des établissements recevant du public remplissant une mission de service public ainsi que des établissements recevant du public de 1re et 2e catégories sont équipés obligatoirement d'une telle boucle d'induction magnétique.</p>
		Locaux ouverts au public, équipements et dispositifs de commande	Arrêté du 08/12/2014 article 11-I	La disposition des équipements ne crée pas d'obstacle ou de danger pour les personnes ayant une déficience visuelle.

P3	Au rez-de-jardin, dans l'espace informatique et pour les postes de travail en libre d'accès, prévoir des tables adaptées avec une hauteur maximale de 0,80 m et un vide en partie inférieure d'au moins 0,30 m de profondeur, 0,60 m de largeur et 0,70 m de hauteur.	Locaux ouverts au public, équipements et dispositifs de commande	Arrêté du 08/12/2014 article 11-II	Pour être utilisable en position « assis », un équipement ou élément de mobilier présente les caractéristiques suivantes : b) Hauteur maximale de 0,80 m et un vide en partie inférieure d'au moins 0,30 m de profondeur, 0,60 m de largeur et 0,70 m de hauteur permettant le passage des pieds et des genoux d'une personne en fauteuil roulant, lorsqu'un élément de mobilier permet de lire un document, écrire, utiliser un clavier.
P4	Au rez-de-jardin, dans les espaces « reprographie libre accès », « impression 3D » et « reprographie accès restreint », les allées de circulation doivent : - avoir une largeur minimale de 1,20 m, avec une largeur minimale de 0,90 m pour les rétrécissements ponctuels, - comporter un cercle de giration de 1,50 m de diamètre en chaque point du cheminement accessible où un choix d'itinéraire est donné à l'utilisateur.	Circulations intérieures horizontales	Arrêté du 08/12/2014 article 6-II	Les circulations intérieures horizontales répondent aux exigences applicables au cheminement extérieur accessible visées à l'article 2 <u>Article 2 :</u> La largeur minimale du cheminement accessible est de 1,20 m libre de tout obstacle, sans préjudice des prescriptions prévues par le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public. Lorsqu'un rétrécissement ponctuel ne peut être évité, la largeur minimale du cheminement peut, sur une faible longueur, être comprise entre 0,90 m et 1,20 m de manière à permettre le passage d'une personne en fauteuil roulant. Un espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour est nécessaire en chaque point du cheminement accessible où un choix d'itinéraire est donné à l'utilisateur. De même, un espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour est nécessaire au droit du système de contrôle d'accès des portes d'entrée desservies par un cheminement accessible. <u>Annexe 2 :</u> L'espace de manœuvre permet la manœuvre du fauteuil roulant mais aussi d'une personne avec une ou deux cannes. L'espace de manœuvre reste lié au cheminement mais avec une exigence de largeur minimale correspondant à un Ø 1,50 m.
P5	Au rez-de-jardin, dans les espaces « reprographie libre accès », « impression 3D » et « reprographie accès restreint », tous les équipements doivent avoir : - les commandes situées à une hauteur comprise entre 0,90 m et 1,30 m et à plus de 0,40 m d'un angle rentrant de parois ou de tout autre obstacle à l'approche d'un fauteuil roulant, - un espace d'usage rectangulaire de 0,80 m x 1,30 m.	Locaux ouverts au public, équipements et dispositifs de commande	Arrêté du 08/12/2014 article 11-II	Un espace d'usage dont les caractéristiques dimensionnelles sont définies à l'annexe 2 est nécessaire au droit de tout équipement, mobilier, dispositif de commande et de service situé à chaque étage accessible aux personnes en fauteuil roulant. Un équipement ou un élément de mobilier au moins par groupe d'équipements ou d'éléments de mobilier est utilisable par une personne en position « debout » comme en position « assis ».

				<p>Pour être utilisable en position « assis », un équipement ou élément de mobilier présente les caractéristiques suivantes :</p> <p>a) Hauteur comprise entre 0,90 m et 1,30 m et à plus de 0,40 m d'un angle rentrant de parois ou de tout autre obstacle à l'approche d'un fauteuil roulant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour une commande manuelle ; - lorsque l'utilisation de l'équipement nécessite de voir, lire, entendre, parler ; <p><u>Annexe 2 :</u></p> <p>4. Espace d'usage</p> <p>L'espace d'usage permet le positionnement du fauteuil roulant ou d'une personne avec une ou deux cannes pour utiliser un équipement ou un dispositif de commande ou de service.</p> <p>L'espace d'usage est situé à l'aplomb de l'équipement, du dispositif de commande ou de service (sauf pour les équipements situés dans des étages non accessibles aux personnes circulant en fauteuil roulant). Il correspond à un espace rectangulaire de 0,80 m x 1,30 m.</p>
--	--	--	--	---

Membres permanents de la commission présents :

Mme SAURET Christelle, Présidente de la Commission
M BOCON-LACROIX Jean-Luc, Représentant d'association de personnes handicapées
Mme QUATRESOUS Michèle, Représentant d'association de personnes handicapées
Mme DENIZARD Janine, Représentant d'association de personnes handicapées
M CHAGUET Sylvain, Représentant des propriétaires et exploitants d'établissement recevant du public
Mme LEROY-SCHMITT Lucie, Représentant des propriétaires et exploitants d'établissement recevant du public
M REDON André, Représentant d'association de personnes handicapées

Absents excusés :

Mme LEROY Sophie, Représentant du Directeur Départemental de l'emploi, du travail et des solidarités
Mme COURBON Martine, Représentant des propriétaires et exploitants d'établissement recevant du public

Textes de référence

- code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L. 122-3, L.122-6, L. 181-2 et L. 161-1 à L. 165-7 et les articles R. 122-5 à R. 122-21, R. 122-30, R. 122-31, R. 122-35 et R. 162-1 à R. 165-21 ;
- arrêté du 15 décembre 2014 fixant les modèles des formulaires des demandes d'autorisation et d'approbation prévues aux articles L. 111-7-5, L. 111-8 et L. 122-1 du code de la construction et de l'habitation ;
- arrêté du 8 décembre 2014 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 164-1 à R. 164-4 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public ;
- arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement ;

----- oOo -----

**Sous-commission départementale
pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique
dans les établissements recevant du public
et les immeubles de grande hauteur**

----- oOo -----

SÉANCE du 27/03/2025

CLERMONT FERRAND
ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE - ENSA
Demande d'autorisation de travaux
AT 113 25 G 0007

Les membres de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur prennent connaissance des observations présentées par le rapporteur du service départemental d'incendie et de secours, et décident :

PÔLE METIER

Groupement prévention

Réf. : PM/GP/WPB/SCH/D-2025-000685

Affaire suivie par :

Agent préventionniste SDIS 63

☎ : 04-73-98-65-50

📠 : 04-73-98-65-59

✉ : secretariat-prevention@sdis63.fr

RAPPORT D'ÉTUDE

SOUS-COMMISSION DÉPARTEMENTALE E.R.P. - I.G.H.

Code	E11301286-000
Établissement	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE - ENSA
Classement avant projet	Types R N L de catégorie 2
Classement après projet	Types R N L de catégorie 2
Adresse	85 Rue du Docteur Bousquet
Commune	63000 CLERMONT FERRAND

Références :

Dossier AT 113 25 G 0007
Transmis par la MAIRIE CLERMONT - DIRECTION DU COMMERCE, DES USAGES ET DU
PARTAGE DE L'ESPACE PUBLIC, en version matérialisée en date du 17/01/2025, reçu le 20/02/2025

Documents consultés :

- Formulaire Cerfa n° 13824 ;
- Jeu de plans datés de décembre 2024 ;
- Notice technique de sécurité datée de décembre 2024 ;
- Déclaration des effectifs établie sur la notice de sécurité ;
- Engagement du maître d'ouvrage relatif à la solidité.



I- ÉLÉMENTS DESCRIPTIFS :

I-1 Description du projet :

Le présent projet concerne le réaménagement du rez-de-jardin haut (modification des cloisonnements pour créer un plateau de 500m²).

I-2 Demande de dérogation :

- Sans objet.

I-3 Historique :

L'implantation de cette activité dans ce bâtiment s'est faite en 2015 avec le permis de construire n° 113 11 G 0189 Mod 01 délivré le 8 juin 2015 après l'avis de la sous-commission départementale de sécurité du 13 mai 2015.

Le 29 septembre 2011, un dossier de permis de construire n° 113 11 G 0189 a été déposé pour étude par la sous commission départementale de sécurité. Ce dossier concernait la réhabilitation du bâtiment et du pavillon des personnels du domaine de l'ancien hôpital sanatorium SABOURIN. Ce bâtiment est inscrit à l'inventaire supplémentaire de Monuments Historiques et reçoit l'école d'architecture. Un avis favorable au projet a été émis. Les travaux sont les suivants :

- Démolition partielle aile Nord, chaufferie, structure et planchers du bâtiment principal ;
- Construction neuve au Nord du bâtiment ;
- Deux autres petits édifices, distincts et isolés, complètent ce projet. Il s'agit du bâtiment R + 1 enseignants, relevant de la **5^e catégorie (type N)**, et du bâtiment technique à simple rez-de-chaussée non accessible au public.

Le mercredi 13 mai 2015, un dossier de permis construire modificatif n° 113 11 G 0189 M01 a été déposé pour étude par la sous commission départementale de sécurité. Ce dossier concernait diverses modifications au permis de construire initial.

Le 15 juin 2015, la commission d'arrondissement de sécurité de Clermont-Ferrand a procédé à la visite de réception avant ouverture de l'établissement. Celle-ci a émis un avis défavorable avec l'analyse du risque et le compte-rendu suivant :

« Les différents essais ont permis de constater un dysfonctionnement du désenfumage du petit amphithéâtre provoquant un refoulement de fumée dans la circulation adjacente non concernée par les essais. La présence de fumées a aussi été constatée dans le grand amphithéâtre.

La maîtrise d'ouvrage s'est engagée à lever l'ensemble des observations très rapidement afin de permettre dès que possible une nouvelle visite de réception.

Actuellement le bâtiment n'est pas ouvert au public. »

La dernière visite effectuée par la commission d'arrondissement de sécurité date du 17/07/2015 (VIRAO du PC modificatif M1). Celle-ci a émis un avis favorable à la réception de travaux et à l'ouverture au public de l'établissement.

Les modifications autorisées par le permis de construire n°113 17 G 0113 / autorisation de travaux n°113 17 G 5038 après l'avis de la sous-commission départementale de sécurité du 27/07/17 n'ont pas été réceptionnées par la commission d'arrondissement de sécurité. Les travaux prévus concernent la modification de cloisonnement dans le bâtiment principal d'enseignement de l'école d'architecture, ainsi que des modifications concernant les façades Sud et Est.

Les travaux prévus sont les suivants :

- RDJ bas : fusion de la salle d'art plastique et de la salle modelage en un espace commun, pose de stores extérieurs ;
- RDJ haut : fusion de deux salles pour créer une salle d'enseignement informatique ;
- R + 1 : fusion de salles de travail, création de deux espaces de travail (1 et 2) ;

- R + 3 : fusion de salles de travail, création de deux espaces de travail (1 et 2) ; adaptation des vitrages pour la création d'une issue de secours par le balcon ;
- R + 4 : transformation d'un espace réunion ouvert en un bureau (partie administration) ;
- R + 5 : création d'un auvent de protection devant l'ascenseur extérieur.

La commission de sécurité émet un avis favorable au fonctionnement de l'établissement depuis le 17/07/2015. La dernière visite périodique date du 26/09/2024.

Dérogation :

L'établissement bénéficie d'une dérogation à l'application de l'article CO 52 de l'arrêté du 22 décembre 1981 après l'avis favorable de la sous-commission départementale de sécurité du 29/09/2011. Le détail de l'exonération, les mesures compensatoires proposées et les mesures complémentaires demandées par ladite sous-commission sont :

En dérogation de l'article CO52 de l'arrêté du 22 décembre 1981, le pétitionnaire demande à être exonéré de l'enclousonnement de l'escalier monumental au niveau rez-de-chaussée.

En compensation, le demandeur propose les dispositions suivantes :

- Mise en place d'un écran de cantonnement en partie basse ;
- Désenfumage séparé de l'escalier, du hall et de la cafétéria ;
- Mise en place d'un SSI de catégorie A avec équipement d'alarme de type 1 ;
- Dégagements en surnombre ;
- Population adulte ;
- Engagement du chef d'établissement sur le fonctionnement du hall seulement comme hall.

L'établissement bénéficie d'une dérogation à l'application de l'article CO 24 §1 de l'arrêté du 25 juin 1980 après l'avis favorable de la sous-commission départementale de sécurité du 13/05/2015. Le détail de l'exonération, les mesures compensatoires proposées et les mesures complémentaires demandées par ladite sous-commission sont :

En dérogation de l'article CO 24 §1 de l'arrêté du 25 juin 1980, le pétitionnaire demande à être exonéré de recouper les circulations du R + 2, R + 3 et R + 4 dont la longueur varie entre 28 et 35 mètres.

En compensation, le demandeur propose les dispositions suivantes :

- L'établissement dispose d'un SSI de catégorie A ;
- Des dégagements excédentaires.

I-4 Description de l'établissement après réalisation du projet :

Cet établissement se situe dans un immeuble R + 5. Il possède une façade accessible côté Sud. La desserte est assurée par une voie échelle avec aire de retournement depuis la rue du Docteur Bousquet. Il est isolé de tous tiers par éloignement à plus de 8 mètres. La hauteur du plancher bas du dernier niveau accessible au public est supérieure à 8 mètres par rapport au niveau d'accès des secours.

L'établissement, à R + 5, est distribué de la façon suivante :

- au 5^e étage (terrasse) :
 - une terrasse accessible,
 - deux locaux de CTA.
- au 4^{ème} étage :
 - deux zones d'attente,
 - un local photocopieur,
 - un local courrier,
 - un local de rangement,
 - un local électrique,
 - un local ménage,

- un local baie info
- deux E.A.S. pour PMR,
- un bureau (ancienne salle de réunion),
- dix sept bureaux,
- deux terrasses accessibles,
- des sanitaires.
- au 3^{ème} étage :
 - six salles de travail,
 - un local technique,
 - des sanitaires.
- au 2^{ème} étage :
 - sept salles de travail,
 - un local répartiteur,
 - des sanitaires.
- au 1^{er} étage :
 - sept salles de travail,
 - un local répartiteur,
 - des sanitaires.
- au rez-de-chaussée :
 - un hall,
 - un amphithéâtre de 286 places,
 - un amphithéâtre de 118 places,
 - un espace d'exposition de 206 m²,
 - une salle informatique,
 - deux salles de travail,
 - une cafétéria,
 - cinq bureaux,
 - un coin repos,
 - un centre de documentation/médiathèque,
 - trois salles de travail en groupe,
 - un local à usage de coopérative,
 - quatre locaux associatifs,
 - un local BDE,
 - des locaux de rangement,
 - des réserves,
 - un local VTP.
- au rez-de-jardin haut :
 - **le pôle informatique;**
 - **la reprographie;**
 - **l'espace maquette.**

Remarque : le plateau RDJ H de plus de 500 m² pourra être recoupé par des rideaux ayant une réaction au feu B-s2-d0 avec une ouverture de 2UP conservée pour l'évacuation.

- au rez-de-jardin bas :
 - six bureaux,
 - deux salles de travail enseignement,
 - une salle d'arts plastiques,
 - **un local reprographie,**
 - un plateau d'expérimentation et atelier,
 - un plateau audiovisuel,
 - un magasin,
 - des vestiaires,
 - un local de stockage papiers,
 - un local TGBT,
 - un local serveur,
 - des bureaux,
 - un local CTA,
 - un local sous-station,

- un local d'archives,
- un local courant faible,
- 2 locaux onduleur,
- des magasins,
- des sanitaires.

Le bâtiment est constitué d'une structure stable au feu de degré 1 heure pour ce qui concerne les éléments principaux. Les planchers sont coupe-feu de degré 1 heure. La distribution intérieure est un cloisonnement traditionnel coupe-feu de degré 1 heure pour les parois entre les locaux et les dégagements accessibles au public, les blocs-portes sont pare-flammes de degré ½ heure. Les baies d'éclairage sur allège sont pare-flammes de degré ½ heure. Les parois entre les locaux accessibles au public et les locaux non accessibles au public à risques courants sont pare-flammes de degré ½ heure. Les circulations sont recoupées tous les 25 à 30 mètres par des parois et blocs-portes pare-flammes de degré ½ heure en va-et-vient équipés d'oculus asservis au SSI. Les escaliers sont encloisonnés, les parois sont coupe-feu de degré 1 heure, les blocs portes pare-flammes de degré ½ heure, leur fermeture est asservie au SSI. La distance maximale à parcourir pour rejoindre un escalier encloisonné est inférieure à 40 mètres et inférieure à 30 mètres si l'on se trouve dans une partie de bâtiment formant un cul-de-sac. Il n'y aura pas de C + D du fait que l'établissement est équipé d'un SSI de catégorie A.

Les locaux considérés à risques moyens d'incendie sont les locaux de photocopie, les locaux de rangement, les locaux de ménage, les locaux électriques, les locaux de CTA, le local sous station, les locaux répartiteurs, le local VTP, les réserves, les locaux d'archives, le local onduleur, le local courant faible, les locaux techniques, les magasins, le local de stockage papier et le local TGBT. Ces locaux sont isolés par des murs et planchers hauts coupe-feu de degré 1 heure et par des blocs portes coupe-feu de degré ½ heure équipés de ferme-portes. Le local SSI sera implanté au rez-de-chaussée dans le hall principal, ce local sera isolé par des murs et planchers hauts coupe-feu de degré 1 heure et par un bloc-porte coupe-feu de degré ½ heure équipé d'un ferme-porte.

Les dégagements pour l'évacuation des personnes sont détaillés de la façon suivante :

NIVEAUX ou désignation	Public	Personnel	Cumul	Dégagements Exigibles	Dégagements Réalisés	OBSERVATIONS
En terrasse	300	/	300*	2 dégagements totalisant 4 UP	2 dégagements totalisant 4 UP	Le public reçu à ce niveau ne se cumule pas
4 ^e étage	/	57	57	2 dégagements totalisant 2 UP	2 dégagements totalisant 4 UP	RVRAT 10/7/15
3 ^e étage	139	/	196	2 dégagements totalisant 3 UP	2 dégagements totalisant 4 UP	RVRAT 10/7/15
2 ^e étage	140	/	336	2 dégagements totalisant 5 UP	3 dégagements totalisant 6 UP	RVRAT 10/7/15
1 ^{er} étage	180	/	516	3 dégagements totalisant 6 UP	3 dégagements totalisant 7 UP	Dont 1 dégagement de 2 UP donnant sur l'extérieur RVRAT 10/7/15
Rez-de-chaussée	402	/	918	3 dégagements totalisant 10 UP	7 dégagements totalisant 22 UP	Dont 3 dégagements donnant sur l'extérieur RVRAT 10/7/15
Rez-de-jardin haut	72	18	100	2 dégagements totalisant 3 UP	4 dégagements totalisant 9 UP	Dont 1 dégagement donnant sur l'extérieur
Rez-de-jardin bas	90	/	90	2 dégagements totalisant 2 UP	3 dégagements totalisant 6 UP	Dont 2 dégagements donnant sur l'extérieur
Bibliothèque			99	2 dégagements totalisant 2 UP	2 dégagements totalisant 5 UP	
Exposition			40	2 dégagements totalisant 2 UP	2 dégagements totalisant 6 UP	
Établissement	986	122	1108	4 dégagements totalisant 12 UP	8 dégagements totalisant 24 UP	

Remarque : Le tableau des effectifs/dégagements fourni n'est pas cohérent.

L'évacuation rapide du public en situation de handicap s'effectue avec :

- un nombre adapté de sorties praticables de plain-pied au rez-de-chaussée.
- l'aide humaine disponible en permanence y compris pour les niveaux non en plain-pied.

Cet établissement possède des ascenseurs destinés à l'accessibilité des niveaux pour les personnes en situation de handicap. La solution retenue pour l'évacuation différée du public en situation de handicap, qui se trouve dans l'incapacité de pouvoir évacuer ou être évacué rapidement, est la suivante :

- création d'espaces d'attente sécurisés au niveau 4. Ces locaux sont isolés par des murs et planchers hauts coupe-feu de degré 1 heure et par des blocs portes coupe-feu de même degré ;
- pour le reste des niveaux, création de paliers, dans les escaliers protégés, pouvant accueillir au minimum 2 personnes en fauteuil roulant, sans réduire la largeur minimale de passage.

Cet établissement possède les équipements techniques suivants :

- un désenfumage naturel :
 - des cages d'escaliers encoisonnées par exutoire de 1 m² avec commande locale au pied ;
 - de l'escalier monumental et volume associé au moyen d'un exutoire. L'ouverture est uniquement par commande manuelle située au niveau d'accès des secours ;
 - de la bibliothèque et de la salle d'exposition du rez-de-chaussée au moyen d'exutoires de fumée et d'amenées d'air en façade au moyen d'exutoires asservi au CMSI ;
 - du déambulateur du rez-de-chaussée avec l'ensemble cafétéria / déambulateur, du déambulateur 1^{er} étage et du déambulateur rez-de-jardin haut au moyen d'ouvrants en façade, asservi au CMSI ;
 - **Du plateau au rez-de-jardin haut (maquette/repro/informatique) au moyen d'ouvrants en façade, asservi au CMSI.**
- un désenfumage mécanique des 2 amphithéâtres du rez-de-chaussée, du hall principal et de la circulation des amphithéâtres au rez-de-jardin haut asservi automatiquement à la D.A.I. du SSI.
L'installation dispose d'une alimentation électrique de sécurité (dérivation issue directement du tableau principal – puissance inférieure à 10 kW) ;
- une installation de chauffage par radiateurs à circulation d'eau chaude alimentés par une sous station alimentée par réseau collectif urbain ;
- des appareils de cuisson d'une puissance cumulée totale inférieure à 20 kW ;
- un dispositif de mise hors tension générale de l'installation électrique à l'exception des alimentations normales des installations de sécurité (éclairage de sécurité, SSI, désenfumage, moyen d'alerte), inaccessible au public et facile à atteindre par les services de secours situé dans le placard S.S.I. Présence d'un retour au niveau 0 pour les ascenseurs en cas de coupure électrique ;
- un éclairage de sécurité assurant la fonction d'évacuation et assurant la fonction d'anti-panique au moyen d'une source centrale ;
- un système de sécurité incendie de catégorie A, d'un équipement d'alarme de type 1 comprenant des déclencheurs manuels, des diffuseurs sonores, des détecteurs automatiques d'incendie dans le volume libre entre le 1^{er} et le 2^e étage, dans le vide de plafond supérieurs à 80 centimètres et généralisée à tout le reste du bâtiment. L'alarme sera interrompue par la diffusion d'un message d'évacuation préenregistré avec remise en lumière et arrêt du programme en cours dans les amphithéâtres. L'alarme sonore est doublée par un système visuel de type flash dans les locaux où le public peut se retrouver en situation d'isolement. Le S.S.I. est mutualisé avec le bâti-

ment « enseignant » et le bâtiment « technique », établissements tiers (zone d'alarme distincte) ;

- un téléphone urbain permettant l'alerte des sapeurs-pompiers ;
- des extincteurs à eau pulvérisée de 6 litres et des extincteurs appropriés aux risques particuliers ;
- un système d'interphonie avec identification dans les Espaces d'Attente Sécurisé et les solutions équivalentes, relié à l'accueil au rez-de-chaussée ;
- deux colonnes sèches.

La défense extérieure contre l'incendie est assurée par un poteau d'incendie normalisé (96 m³ de débit sous 8,7 bars) et une bouche d'incendie (91 m³ de débit sous 8,7 bars) situés à moins de 60 mètres des colonnes sèches. La distance maximale du 1^{er} PEI avec l'établissement à défendre est inférieure à 200 mètres mesurée sur des chemins carrossables et utilisables par les moyens des services d'incendie et de secours. Néanmoins la distance maximale avec un ½ raccord d'alimentation d'une colonne sèche est inférieure à 60 mètres d'un poteau ou d'une bouche d'incendie normalisés.

La surveillance organisée par le chef d'établissement est assurée par des personnes désignées et entraînées à la mise en œuvre des moyens de secours.

II- TEXTES APPLICABLES À L'ÉTABLISSEMENT :

↳ Code de la construction et de l'habitation traitant de la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (Articles R.143-1 à R.143-47, R.184-4 et R.184-5).

↳ Arrêté du 25 juin 1980 modifié relatif à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (Deuxième partie - Livre premier, articles GN).

↳ Arrêté du 25 juin 1980 modifié relatif à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (Deuxième partie - Livre II - Dispositions Générales, articles GE1 à MS75).

↳ Arrêté du 5 février 2007 modifié relatif à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les salles à usage d'auditions, de conférences, de réunions, de spectacles ou à usages multiples (Dispositions Particulières - Type L).

↳ Arrêté du 21 juin 1982 modifié relatif à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les restaurants et débits de boissons (Dispositions Particulières - Type N).

↳ Arrêté du 4 juin 1982 modifié relatif à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements d'enseignement et colonies de vacances (Dispositions Particulières - Type R).

Par ailleurs, les locaux réservés au personnel sont assujettis aux dispositions du Code du Travail, et plus particulièrement à sa Quatrième Partie, « santé et sécurité au travail », livre II, titre 1^{er} « Obligations du maître d'ouvrage pour la conception des lieux de travail » et titre II « Obligations de l'employeur pour l'utilisation des lieux de travail ».

III- DÉTERMINATION DE L'EFFECTIF :

L'effectif des personnes susceptible d'être admis simultanément est déterminé, en application des articles R2, N2, L3, de la façon suivante :

Répartition maximum dans les niveaux :

EXPLOITATION	Effectif du public	Effectif du personnel	Total
En terrasse	300 personnes	/	300 personnes

EXPLOITATION	Effectif du public	Effectif du personnel	Total
4 ^e étage	/	57	57 personnes
3 ^e étage	139	/	139 personnes
2 ^e étage	140	/	140 personnes
1 ^{er} étage	180	/	180 personnes
Rez-de-chaussée	393	/	393 personnes
Rez-de-jardin haut	100	/	100 personnes
Rez-de-jardin bas	90	/	90 personnes

Remarque : le tableau fourni n'est pas cohérent. Les effectifs déclarés sont :

Effectif du public : 986 personnes
Effectif personnel administratif : 40 personnes
Effectifs enseignants : 82 personnes
Total : **1108 personnes.**

IV- **CLASSEMENT** :

Cet établissement isolé est classé en type **R** avec des aménagements des types **N et L** de la 2^e catégorie en application des articles R.143-18, R.143-19, GN 1, GN 5, R1, R2, N1, N2, L1 et L3 depuis le permis de construire n° 113 11 G 0189 délivré suite à l'avis de la sous-commission ERP IGH du 13/05/2015 .

Cet établissement isolé, après réalisation du projet, est classé en type **R** avec des aménagements des types **N et L** de la 2^e catégorie en application des articles R.143-18, R.143-19, GN 1, GN 5, R1, R2, N1, N2, L1 et L3.

V- **PRESCRIPTIONS** :

Compte tenu des documents figurant au dossier, le service départemental d'incendie et de secours propose à la commission de prescrire les mesures de sécurité suivantes :

ARTICLE	N° / PRESCRIPTIONS
R143-3 R143-34	Les constructeurs, propriétaires et exploitants sont tenus tant au moment de la construction qu'au cours de l'exploitation, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes. Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus chacun en ce qui les concerne, de s'assurer que les installations sont établies en conformité avec les dispositions de la réglementation. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne dégage pas les constructeurs, installateurs et exploitants des responsabilités qui leur incombent personnellement.
R143.44 GE3§3	Tenir à jour un registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité et en particulier : <ul style="list-style-type: none"> ➤ l'état du personnel chargé du service de sécurité ; ➤ les diverses consignes générales et particulières établies en cas d'incendie y compris les consignes d'évacuation prenant en compte les différents types d'handicap ; ➤ les dates des divers contrôles et vérifications ainsi que les observations auxquelles ceux-ci ont donné lieu ; ➤ les dates des travaux d'aménagement et de transformation, leur nature, les noms du ou des entrepreneurs et s'il y a lieu, de l'architecte ou du technicien chargé de surveiller les travaux.
GN13	Ne pas effectuer ou faire effectuer, en présence du public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporteraient une gêne à son évacuation.

ARTICLE	N° / PRESCRIPTIONS
	Si exceptionnellement de tels travaux doivent être entrepris en présence du public, les précautions relatives à la qualification du personnel chargé de leur exécution, à l'isolement du lieu de travail, et à l'intervention immédiate des moyens de premiers secours doivent être prises.
CO1, CO2§4 Arrêté Préfectoral portant Règlement Opérationnel des S.I.S. 63	<p>Garantir en permanence la desserte des bâtiments y compris en saison hivernale. A cet effet, les bornes escamotables, barrières à chaîne, potelets et barrières éventuels doivent pouvoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • être rétractables, rabattables ou déplaçables par simple poussée ou traction, être escamotables, à fermeture par cadenas sécable, être d'un poids inférieur à 15 Kg pour les appareils portables ; • être déverrouillables à l'aide de triangle de manœuvre (triangle de manœuvre de 11 mm) ; • être débrayables lorsqu'ils sont motorisés. <p>Aucun dispositif de type clé, passe, télécommande ou autre moyen non-conforme aux points ci-dessus n'est accepté par le service départemental d'incendie et de secours du Puy-de-Dôme (S.D.I.S. 63). En cas d'installation d'un dispositif de contrôle des accès, le propriétaire ou l'exploitant, devant permettre l'accès des secours sans délai, peut interroger le groupement prévision opérations du service départemental d'incendie et de secours afin de connaître la validité de son dispositif.</p>
AM16	<p>Planter le gros mobilier, qui comprend les caisses, bars, comptoirs, vestiaires, etc., et l'agencement principal qui comprend les écrans séparatifs de boxes, rayonnages, bibliothèques, étagères, présentoirs verticaux, casiers, estrades, etc., à des emplacements tels qu'ils ne puissent gêner ou rétrécir les chemins de circulation.</p> <p>Fixer le gros mobilier et l'agencement principal éventuellement au sol ou aux parois de façon suffisamment rigide pour qu'une poussée de la foule ne puisse les déplacer.</p>
MS53 à MS60 MS75	<p>Réaliser le système de sécurité incendie (S.S.I.) conformément aux dispositions des articles MS53 à MS60 du règlement de sécurité.</p> <p>Fournir à la commission de sécurité lors de la visite de réception le procès-verbal du coordonnateur S.S.I., précisant l'application des dispositions du point 16 de la norme NFS61-932 (conformité du système installé, essais de réception technique selon l'annexe A, vérification des documents techniques du dossier d'identité) et comportant une synthèse des éventuelles remarques.</p>
MS45 MS46§2 MS57 MS66	<p>Assurer la surveillance de l'établissement pendant la présence du public par :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ des personnes désignées et entraînées à la manœuvre des moyens de secours. <p>Ces personnes doivent assurer la sécurité générale dans l'établissement et ont notamment pour mission :</p> <ol style="list-style-type: none"> a) De connaître et de faire appliquer les consignes en cas d'incendie, notamment pour ce qui concerne les dispositions mises en œuvre pour l'évacuation des personnes en situation de handicap ; b) De prendre éventuellement, sous l'autorité de l'exploitant, les premières mesures de sécurité ; c) D'assurer la vacuité et la permanence des cheminements d'évacuation jusqu'à la voie publique ; d) De diriger les secours en attendant l'arrivée des sapeurs-pompiers, puis de se mettre à la disposition du chef de détachement d'intervention des sapeurs-pompiers ; e) De veiller au bon fonctionnement du matériel et des équipements de protection contre l'incendie, d'en effectuer ou de faire effectuer les essais et l'entretien (moyens de secours du présent chapitre, dispositif de fermeture des portes, de désenfumage, d'éclairage de sécurité, groupes moteurs thermiques-générateurs, etc.) ;

ARTICLE	N° / PRESCRIPTIONS
	<p>f) D'organiser des rondes pour prévenir et détecter les risques d'incendie et de panique, y compris dans les locaux non occupés.</p> <p>Pendant la présence du public, l'exploitant ou son représentant doit se trouver dans l'établissement pour décider des éventuelles premières mesures de sécurité.</p>
MS70	<p>Permettre l'alerte des sapeurs-pompiers par un moyen de communication et remplissant les objectifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ être propre à l'établissement et en permanence accessible à l'ensemble du personnel ; ➤ assurer une liaison vocale de qualité et une bonne audibilité lors de la communication d'urgence ; ➤ offrir une fiabilité de fonctionnement, y compris en cas de coupure de l'alimentation électrique, pendant une durée minimale de 1 heure.
<p>R143.34 GE7</p> <p>Décret du 8 mars 1995 modifié</p> <p>R125-4</p> <p>R143.44 GE3</p> <p>R143.38 Arrêté préfectoral relatif à la CCDSA</p>	<p>Faire vérifier, par un organisme agréé par le Ministère de l'Intérieur ⁽¹⁾, pendant la phase construction :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ les dispositions concernant la sécurité des personnes contre les risques d'incendie et de panique prévu à l'article GE8§1, notamment en ce qui concerne les mesures proposées par la maîtrise d'œuvre dans la notice et sur les plans de l'autorisation délivrée ; ➤ les prescriptions du présent rapport imposées en atténuation ou aggravation et communiquées aux vérificateurs par l'exploitant ou le constructeur en application de l'article GE7§2 ; vérifications à réaliser en application de l'article GE9 et 1.2.2 de son appendice ; <p>Faire vérifier la solidité de l'ouvrage par un organisme agréé par le ministère compétent.</p> <p>Annexer au registre de sécurité les rapports des organismes ou personnes chargés des vérifications techniques imposées.</p> <p><i>¹ Les personnes et organismes agréés, les administrateurs ou gérants et le personnel de direction de ces organismes, ainsi que le personnel auquel il est fait appel pour les contrôles, doivent agir avec impartialité et n'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à leur indépendance avec les personnes, organismes, sociétés ou entreprises qui exercent une activité de conception, d'exécution ou d'expertise dans le domaine de la construction.</i></p> <p><i>Lorsqu'il est réalisé en application des dispositions du premier alinéa de l'article L. 125-4, le contrôle technique obligatoire ne peut être réputé avoir été opéré que si, pour l'ouvrage considéré, le prestataire ainsi que le personnel auquel il est fait appel pour les contrôles n'ont aucun lien de nature à porter atteinte à leur indépendance avec les personnes, organismes, sociétés ou entreprises qui exercent une activité de conception, d'exécution ou d'expertise dans la construction de cet ouvrage.</i></p> <p>Faire visiter l'établissement par la commission de sécurité à la prochaine visite périodique ; solliciter son passage au moins un mois avant la date de réception envisagée.</p> <p>Présenter au préventionniste du SDIS en charge de la réception, deux jours ouvrés avant la date de la visite, les documents ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ l'attestation par laquelle le maître d'ouvrage certifie avoir fait effectuer l'ensemble des contrôles et vérifications techniques relatifs à la solidité conformément aux textes en vigueur, ➤ l'attestation du contrôleur technique précisant que celui-ci a bien exécuté l'ensemble de la mission L complétée des conclusions attestant la solidité de l'ouvrage, ➤ le rapport de vérifications réglementaires après travaux (RVRAT) rédigé conformément à l'article GE9 en comportant : <ul style="list-style-type: none"> • les renseignements d'ordre général et administratif, • les avis relatifs à la conformité émis dans l'ordre des dispositions réglementaires, • les avis relatifs aux non-conformités avec un commentaire explicatif,

ARTICLE	N° / PRESCRIPTIONS
	<ul style="list-style-type: none"> la liste complète des avis de non-conformité ainsi que leurs commentaires explicatifs, numérotée en une série unique, avec localisation des parties d'installations concernées, établie en début ou en fin de rapport, le rappel des prescriptions annexées au permis de construire ou à l'autorisation de travaux, le rappel des aggravations et des dérogations accordées par l'autorité administrative.
<p>L122-3 R122.7</p> <p>R122.8</p> <p>R122.11 R143.22 GE2§1</p>	<p>Les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou la modification de l'établissement ne peuvent être exécutés qu'après autorisation délivrée par l'autorité administrative qui vérifie leur conformité à la réglementation. Il en est de même en ce qui concerne les modifications d'exploitation, d'effectifs et ce même sans travaux.</p> <p>Cette autorisation ne peut être délivrée que si les travaux projetés sont conformes aux règles de sécurité.</p> <p>Le dossier permettant de vérifier la conformité d'un établissement recevant le public avec les règles de sécurité tel que prévu à l'article R. 143-22 du code de la construction et de l'habitation doit contenir :</p> <ul style="list-style-type: none"> L'imprimé Cerfa approprié à l'instruction : <ul style="list-style-type: none"> <u>Dans le cas où les travaux ne sont pas assujettis à demande de permis de construire ou permis d'aménager :</u> <ul style="list-style-type: none"> L'imprimé Cerfa n°13824 prévu pour demande d'autorisation de construire, aménager ou modifier un établissement recevant du public, déposée au titre de l'article L. 122-3 du code de la construction et de l'habitation (CCH). Le bordereau de dépôt des pièces à joindre à chaque demande d'autorisation précise les pièces utiles à l'instruction de la demande et à l'avis délivré par les autorités compétentes. <u>Dans le cas où les travaux sont assujettis à demande de permis de construire ou permis d'aménager :</u> <ul style="list-style-type: none"> L'imprimé Cerfa n°13409 de la demande de permis de construire permettant d'identifier la destination et l'engagement « solidité à froid » prévu par l'article 45 du décret du 8 mars 1995 L'imprimé Cerfa relatif au dossier spécifique permettant de vérifier la conformité des établissements recevant du public aux règles de sécurité contre l'incendie et la panique. Le bordereau de dépôt des pièces à joindre à chaque demande d'autorisation précise les pièces utiles à l'instruction de la demande et à l'avis délivré par les autorités compétentes. Une notice récapitulant les dispositions prises pour satisfaire aux mesures prévues par le règlement de sécurité ; Un plan de situation, des plans de masse et de façades des constructions projetées faisant ressortir, d'une part, les conditions d'accessibilité des engins de secours, et plus particulièrement les largeurs des voies et les emplacements des baies d'intervention pompiers, et, d'autre part, la présence de tout bâtiment ou local occupé par des tiers ; Afin de vérifier des points particuliers concernant le règlement de sécurité, des plans de coupe et des plans de niveaux, ainsi qu'éventuellement ceux des planchers intermédiaires aménagés dans la hauteur comprise entre deux niveaux ou entre le dernier plancher et la toiture du bâtiment ; Lorsque le projet nécessite une demande de dérogation au présent règlement, le dossier doit comporter pour chaque point dérogatoire une fiche indiquant notamment les règles auxquelles il est demandé de déro-

ARTICLE	N° / PRESCRIPTIONS
	<p>ger (références articles et libellé du point de la règle concernée), les éléments du projet auxquels elles s'appliquent (localisation sur les plans) et la justification des demandes (motivation et mesures compensatoires proposées).</p> <p>En application du second principe de l'article GN 8, le dossier de sécurité devra également présenter la ou les solutions retenues pour l'évacuation des personnes de chaque niveau de la construction en tenant compte des différentes situations de handicap.</p> <p>Compte tenu des délais d'instruction prévus par le Code de l'Urbanisme et le Code de la Construction et de l'Habitation, <u>les dossiers doivent être déposés en mairie au moins 4 mois avant le début des travaux envisagés.</u></p>

**PROCÈS-VERBAL de la sous-commission départementale
pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique
dans les ERP et IGH**

CODE	:	E11301286-000
ÉTABLISSEMENT	:	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE - ENSA
CLASSEMENT AVANT PROJET	:	Types R N L de catégorie 2
CLASSEMENT APRES PROJET	:	Types R N L de catégorie 2
ADRESSE	:	85 Rue du Docteur Bousquet
COMMUNE	:	63000 CLERMONT FERRAND
DOSSIER	:	AT 113 25 G 0007
OBJET	:	Demande d'autorisation de travaux
Étude réalisée par	:	Agent préventionniste SDIS 63
Réunion du	:	27/03/2025

VI- REMARQUES FORMULÉES EN SÉANCE :

Aucune.

VII- AVIS DE LA COMMISSION :

La sous-commission départementale de sécurité, adopte, dans leur intégralité, les observations présentées par le service départemental d'incendie et de secours et celles éventuellement formulées en séance.

En conséquence, elle émet un **AVIS FAVORABLE** au projet présenté.

Si des modifications étaient apportées au projet examiné ce jour, la commission devrait être appelée à statuer à nouveau.

Les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou la modification de l'établissement ne peuvent être exécutés qu'après autorisation délivrée par l'autorité administrative qui vérifie leur conformité à la réglementation par consultation de la sous-commission départementale de sécurité. Il en est de même en ce qui concerne les modifications d'exploitation, d'effectifs et ce même sans travaux. Cette autorisation ne peut être délivrée que si les travaux projetés sont conformes aux règles de sécurité. (L122-3, R122.7, R122.8, R122.11 du code de la construction et de l'habitation).

Le président
de la séance du 27/03/2025,

Pour le Directeur,
Le colonel **Rémy VIAL**
Directeur départemental adjoint des Services
d'incendie et de secours du Puy-de-Dôme